

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune nouvelle de VILLEDIEU-LES-
POÊLES ROUFFIGNY
Commune déléguée de Villedieu les Poêles

dossier n° PC 050639 17 J0006 M04

date de dépôt : **30 octobre 2023**

date affichage de l'avis de dépôt : **07 novembre 2023**

demandeur : **SPHERE représentée par**

Monsieur DELAMARE Franck

pour : **implantation d'un centre de regroupement
et de tri de déchets**

adresse terrain :

845 route du Moulin Fleury,

ZA du Cacquevel, Villedieu les Poêles

50800 VILLEDIEU-LES-POELES ROUFFIGNY

ARRÊTÉ n° 12-2024
accordant un permis de construire modificatif
au nom de la commune de VILLEDIEU-LES-POÊLES ROUFFIGNY

Le maire de VILLEDIEU-LES-POÊLES ROUFFIGNY,

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 30 octobre 2023 par SPHERE représentée par Monsieur DELAMARE Franck, demeurant 14 rue des Grèves, 50300 AVRANCHES ;

Vu la pièce complémentaire déposée en mairie le 28 novembre 2023 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour un projet d'implantation d'un centre de regroupement et de tri de déchets ;
- sur un terrain situé 845 route du Moulin Fleury, ZA du Cacquevel, Villedieu les Poêles, 50800 VILLEDIEU-LES-POELES ROUFFIGNY ;
- pour une surface de plancher créée de 6 378 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le permis de construire initial délivré le 20 novembre 2017 et modifié le 05 février 2019 ;

Vu le plan local d'Urbanisme approuvé le 15 novembre 2000, modifié le 12 avril 2003 et révisé le 03 avril 2007 ;

Vu la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (délibération du conseil municipal n°177-2016) approuvée le 12 septembre 2016,

Vu la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (délibération du conseil communautaire n°2017-047) approuvée le 2 mars 2017 ;

Vu la révision du PLU de Villedieu-les-Poêles Rouffigny approuvée le 6 février 2020 et exécutoire le 26 février 2020, Zone UE ;

Vu l'avis favorable avec recommandations du maire délégué en date du 14 décembre 2023 ;

ARRÊTE

Article 1

Les documents modificatifs sont approuvés, notamment pour ce qui concerne :

- La suppression de la déchetterie au Nord du site ;
- La suppression du local DID-Métaux NF et HG de 135 m² ;
- La création d'un hall de stockage balles clos et couvert en remplacement des stockages sous auvents non fermés ;
- L'extension du hall de stockage (le chargement poids lourd a été intégré au hall) de 127 m² supplémentaire. En complément, le mur Est du hall de stockage a été remonté de 2m passant d'une altitude de 3,50 m à 5,50 m afin de réduire les émissions de bruit. Ces modifications importantes permettent de contenir les bruits à l'intérieur de l'usine, rendant inutile le mur initialement prévu le long de la route du Moulin Fleuri. Cet ouvrage n'a donc pas été réalisé, ce qui justifie entre-autre la présente demande de modification ;
- La création d'un local compacteur et ferrailles de 115 m² en façade Sud ;
- Mise en place d'une réserve incendie cylindrique et d'un local de pompage (container) en façade Nord ;
- La suppression des panneaux photovoltaïques en façade Sud ;
- La modification d'ouvertures et autres modifications mineures en façade :
 - Châssis en façade Ouest et Sud ;
 - Création d'un auvent sur la terrasse façade Ouest pour accès au circuit de visite ;
 - Création de 2 escaliers de secours en façade Sud ;
- Modifications extérieures du bâti :
 - Déplacement du parking VL au Nord du site et création d'une place supplémentaire ;
 - Déplacement du pont-bascule de sortie à l'Ouest du site ;
 - Déplacement de l'aire de lavage vers l'Est du site ;
 - Déplacement du portail d'accès vers le Nord du site.

Ils se substituent aux documents joints à la demande initiale.

Article 2

Le présent arrêté modifie et complète les arrêtés en date du 20 novembre 2017 et du 05 février 2019 auxquels il demeure désormais annexé.

Recommandations :

Le projet de modificatif n°4 mériterait de s'enrichir de la réalisation d'une haie bocagère sur la partie Nord-Est afin d'atténuer les bruits véhiculés par les vents dominants Ouest vers les riverains de la Davière.

Pour information :

La présente décision est génératrice du paiement de la taxe d'aménagement et de la redevance archéologie préventive pour lesquels un titre de recettes vous sera transmis par la Direction Générale des Finances Publiques. Pour tout montant supérieur à 1500 euros, celui-ci sera dû en deux échéances, à 12 et 24 mois après la date de décision de la présente autorisation. En deçà de ce montant, la totalité de la somme sera due en un seul versement.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

– adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13 407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

– installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

– dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

– dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Fait à Villedieu les Poêles Rouffigny, le 9 janvier 2024

AR-Préfecture de Saint Lo

050-200054732-20240110-4-AR

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 10-01-2024

Publication le : 10-01-2024



Le Quatrième Adjoint,

Thierry POIRIER

PC 05063917J0006 M04